

PÉDAGOGIE

SOS DÉCROCHEURS

Des élèves dégoûtés de l'école partagent leur semaine entre cours et missions de service civique. Encourageant

PAR JACQUELINE DE LINARES



Anaïs (1), sept ans de judo et deux ans de boxe, Nike éclatantes aux pieds, 16 ans tout juste, a enfin des projets. D'abord passer son Bafa (brevet d'animation) puis devenir éducatrice spécialisée. Jusqu'à présent, sa vision de l'avenir était floue, et elle n'allait plus à l'école. Mais, cette année, tout a changé. Inscrite au lycée Jean-Renoir de Bondy (Seine-Saint-Denis), elle ne s'y est rendue que deux jours par semaine. Deux jours dans une classe pas comme les autres, avec des cours sur mesure et des enseignants volontaires, prêts à s'adapter à des jeunes en délicatesse avec l'école, des « décrocheurs », comme on dit. Le reste du temps, elle l'a passé avec d'autres jeunes dans un centre social de Bondy où une autre tâche l'attendait : elle accueillait des SDF, les aidait à accéder à la douche ou leur montrait sur l'ordinateur comment activer leur compte Pôle Emploi. « Pour aider les gens, il faut savoir les mettre à l'aise, c'est la base », dit-elle d'un ton pro.

Comme ses camarades, âgés de 15 à 18 ans, Anaïs a participé au pro-

Sous le même gilet orange, l'association Unis-Cité envoie en mission civique des équipes mixtes mêlant jeunes « décrocheurs » et diplômés. Ici, ils interviennent auprès d'élèves dans le 19^e arrondissement de Paris pour de l'aide aux devoirs

gramme Booster, spécialement conçu pour les mineurs décrocheurs. L'association Unis-Cité et l'Education nationale l'ont déjà développé dans plusieurs villes de France en faisant appel à des lycées volontaires. Pendant sept mois, les décrocheurs alternent ainsi trois jours de service civique en équipe, avec un accompagnement, puis deux jours dans l'établissement. Une expérience utile quand 140 000 jeunes au moins sont largués chaque année dans la nature par le système scolaire, sans la moindre qualification.

Ces désenchantés du système ont droit à un enseignement sur mesure. Ainsi, dans cette classe du lycée Jean-Renoir de Bondy, on chercherait en vain les cahiers de notes ou les rangées de pupitres. Cette année, le français a été travaillé avec du slam. En maths, l'étude de recettes de cuisine, avec les centilitres et les millilitres, a permis de revoir les conversions. Une initiation aux messages codés et aux langages secrets a abouti à des jeux de logique. Gros succès : « On discute, et la prof nous amène aux chiffres sans qu'on s'en

rende compte », dit Anaïs. Un autre jour, avec la prof de philo, les élèves ont eu le droit de choisir le sujet de discussion. Ce fut Nelson Mandela. « Moi, la philo, je croyais que c'était lecture, lecture et lecture. En fait, c'est d'abord se poser des questions », souligne Anaïs, qui ajoute : « D'habitude en cours, moi, je ne posais jamais de questions. J'avais trop peur. Là, j'arrêtais pas. C'était trop bien. »

Démagogie éducative ? Pas pour ces ados, qui tiennent là peut-être la dernière chance de se remettre sur des rails. « Tous sont capables et ont envie d'apprendre si on leur laisse l'espace pour cela », s'enthousiasme Muriel Epstein, 37 ans, venue faire classe à Jean-Renoir. Cette matheuse surdiplômée (agrégation, Ensaie, Normale-Sup) relit inlassablement le pédagogue Célestin Freinet et croit à la révolution à l'école par le numérique. Pour cela elle a créé une association, Transapi. Elle préfère, au confort des lycées parisiens, proches de chez elle, les élèves en difficulté à 1 h 45 de son domicile. « Donnez-leur une tablette, demandez-leur d'imaginer un cours pour leurs petits frères. Ils produisent des choses extraordinaires », s'enchante-t-elle.

Même foi chevillée au corps du côté d'Unis-Cité. « Ces jeunes ont toujours vu se poser sur eux un regard négatif. Sur le terrain, tout change, ils se découvrent de multiples capacités », confirme Marie Trelleu-Kane, la présidente.

Certes, ce n'est jamais gagné d'avance. Certains ne « raccrochent » pas. Dans cette équipe de Seine-Saint-Denis, un garçon a laissé tomber, un autre a été rattrapé par la justice. Mais dans la première promotion, celle de 2013, qui comptait quelques dizaines de jeunes, les trois quarts avaient à l'issue du programme repris une formation ou trouvé un emploi.

(1) Son prénom a été modifié.